

La première Libération : la nuit du 7 au 8 novembre 1942 à Alger

Madame Claudie Weill, H. Fanfani, P. Ruff

Citer ce document / Cite this document :

Weill Claudie, Fanfani H., Ruff P. La première Libération : la nuit du 7 au 8 novembre 1942 à Alger. In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°39-40, 1995. Lendemain de libération Lendemain de guerre. pp. 57-61;

doi : 10.3406/mat.1995.402766

http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1995_num_39_1_402766

Document généré le 02/06/2016

La première Libération : la nuit du 7 au 8 novembre 1942 à Alger

Hugues Fanfani et Paul Ruff ont participé, à Alger, à la préparation du débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942. Ce sont leurs témoignages d'acteurs - à deux voix - qui sont reproduits ci-après¹.

H.F. : Le déroulement des événements en Afrique du Nord est mal connu. La censure et les fausses nouvelles et aussi, il faut bien le dire, l'extraordinaire complexité des événements qui s'y déroulent permettent difficilement de se faire une idée de ce qui se passe là-bas. Plus tard, quand l'information sera redevenue libre, il y aura eu et il y aura encore tant d'événements importants que cette affaire du 8 novembre sera, en France, un peu perdue de vue. Et pourtant il s'agit là d'un remarquable exploit de la Résistance et d'une opération militaire d'une importance considérable dans le déroulement de la guerre.

Les prémisses d'un engagement

H.F. : J'étais Algérois par accident, je suis né en fait à Paris et, par suite de différentes circonstances, ma mère était venue habiter à Alger dans les années trente - à l'époque j'étais tout gosse - et je l'avais suivie.

J'étais engagé politiquement. Je me situais dans ce qu'on appelait à l'époque «la gauche». Je n'étais plus communiste depuis pas mal d'années ; je l'avais été jusqu'aux premiers procès de Moscou de 1936-1937 mais ce que j'ai lu à l'époque là dessus m'est resté en travers de la gorge. Je me suis dit : «non, je m'en vais, je ne reste pas là-dedans».

Lors du Front populaire, il y a eu beaucoup d'effervescence en Algérie aussi. *Alger Républicain*, qui n'était pas un journal communiste, mais où il y avait beaucoup de communistes, a commencé à paraître alors. Je connaissais les socialistes, je connaissais les communistes et je connaissais les milieux nationalistes arabes, ceux de *l'Etoile Nord-Africaine*. J'ai été frappé, lors de l'abolition du décret Crémieux en 1940, d'entendre des nationalistes arabes que je connaissais me dire : «Oui, évidemment, quand on veut rabaisser quelqu'un, on le met à notre niveau à nous, les Arabes. Les Juifs, on a voulu les rabaisser, on leur dit "vous êtes comme des Arabes maintenant" !» (je ne dis pas que ça reflétait l'opinion de tous les nationalistes arabes). Ce n'était pas l'expression d'un contentement du style : «ah ! ces salauds de Juifs» ou quelque chose du genre, mais c'était cette réflexion-là.

J'ai aussi connu Camus, mais disons que je n'étais pas d'un milieu qu'il fréquentait. Lui était «milieu littéraire, théâtre et intellectuel», moi, à l'époque, j'étais «milieu ouvrier, syndicats». Mais je l'ai quand même connu, et je l'ai retrouvé après la guerre aussi, mais également d'assez loin. Disons qu'on avait une sympathie mutuelle sans se fréquenter.

Avant guerre - j'avais 26 ans à la déclaration de guerre -, si par tempérament, j'étais assez belliqueux, j'étais par raison plutôt pacifiste et rien ne me prédestinait à ma future action dans la Résistance, sinon Hitler. En 1942, je me trouvais à Alger, civil, «deuxième classe» et même réformé définitif. A l'époque où se passent ces événements, je travaillais à la compagnie Air France, comme chef du service «appointements et salaires pour l'Afrique».

P.R. : Pour moi, ce chapitre de mon existence commence en octobre 1934. J'entre à l'ENS. J'avais passé ma dernière année de préparation comme interne à Louis le Grand. Contrairement aux idées reçues, je n'y avais pas été malheureux ; j'y avais souffert beaucoup plus de claustrophobie, après le soleil algérois, que de surmenage.

Les vagues de février 1934 n'avaient pas envahi notre lycée où nous étions plus intéressés par les concours que par les scandales. Bref, j'avais passé une année studieuse, calme et tout à fait ordonnée. L'entrée à l'Ecole changeait tout cela. J'arrivais dans un microcosme assez extraordinaire. Le directeur, dans son topo de bienvenue, nous disait que «la discipline est libérale, c'est-à-dire qu'elle n'existe pas». Nous n'avons pratiquement plus de véritable obligation scolaire, il règne un climat à la fois horriblement élitiste, d'une liberté et d'une tolérance incroyables et, en même temps, très politisé. Action française et parti communiste cohabitent sans bagarre (au moins intérieure). En cette période de constitution du Front populaire, la gauche est fortement majoritaire avec toutes les composantes de l'époque. La cellule y est fort active mais aussi la section socialiste, un groupe de frontistes (organisation animée par Gaston Bergery), les discussions vont bon train, mais elles sont très marquées d'un certain dogmatisme, on triomphe en trouvant la citation d'un grand ancêtre. On lit beaucoup Lénine, Trotsky, mais aussi Marx et Engels et des étrangers qui ont écrit sur la révolution russe : Max Eastmann, John Reed, Silone, Amado et tant d'autres. Dans ce contexte où la Révolution apparaît non seulement

inévitabile mais très proche se crée un petit noyau trotskyste, ou plutôt trotsky-sant auquel va ma sympathie.

Bref, en cette période tonique, ponctuée de quelques bagarres au Quartier latin, tout va bien : on manifeste, on rit, on chante, on lit beaucoup, on travaille un peu tout de même, mais les examens de licence ne posent pas de problèmes aux normaliens. Et puis la guerre d'Espagne, les procès de Moscou, le reflux un peu partout, la montée du fascisme, la perspective de la guerre. Le climat s'alourdit. Je fais à propos d'une action humanitaire «pour l'enfance espagnole» preuve d'une certaine efficacité dans le militantisme au ras des pâquerettes mais les perspectives de notre groupe sont pessimistes (lucides). Munich a montré combien la peur de la guerre est devenue massive et le pays face à la menace nazie nous paraît divisé entre gens de droite anti-allemands mais qui ne veulent pas se battre contre les nazis qui bénéficient de toute leur admiration et les gens de gauche qui se proclament antifascistes mais qui n'acceptent de se battre contre personne.

Dans ce contexte, les chances françaises nous paraissent minces et nous pensons que la seule perspective est celle du «grain sous la neige» ; constituer de petits groupes d'un bon niveau théorique, capables d'échapper à la répression et susceptibles d'utiliser les occasions qui ne manqueront pas de s'offrir au bout d'une bataille que nous estimons devoir être longue, épuisante et probablement générale.

Lorsque la mobilisation est décrétée, je me marie un peu rapidement et je rejoins le camp de Biscarosse où nous devons acquérir les qualités techniques qui nous permettront d'encadrer (avec le grade de sous-lieutenant) les troupes que l'on va nous confier. La vie dans ce camp sera relativement douce mais confirmera nos perspectives les plus sombres quant à la volonté des uns et des autres de se battre et à la confiance qu'ils se portent mutuellement. Enfin le stage s'achève et nous sommes répartis dans des unités. Pour moi, ce sera une unité de DCA qui couvre les abords de la région parisienne.

La drôle de guerre se termine. Mon unité se retire toujours sur ordre et en bon ordre et nous nous retrouvons à Coulonges ; nous n'avons perdu ni un homme, ni un canon, seulement la guerre et ce, avec une rapidité plus grande que celle que nous avions prévue. Annie [i.e. madame Ruff] a participé à l'exode au milieu des pires difficultés et s'est réfugiée dans le Limousin. Nous nous

1. Une interview de José Aboulker sur ses souvenirs du 8 novembre 1942 à Alger, «Alger 1942. Ces 400 gamins qui ont fait basculer la guerre» est parue à l'occasion du cinquantième dans *le Nouvel Observateur* des 5-11 novembre 1992, pp. 92-98.

retrouvons fin août-début septembre et, fidèles à notre orientation et sans entendre l'Appel du 18 juin, nous pensons que la guerre ne fait que commencer. Un simple regard sur une mappemonde montre que la reconquête a toute chance de venir d'Afrique du Nord. J'ai mes parents à Alger, nous prenons le dernier bateau que l'on puisse utiliser sans laisser passer et nous débarquons à Alger.

Nous arrivons là, Annie et moi, et nous installons chez mes parents. Je vais me présenter au proviseur du lycée d'Alger pour lui signaler qu'il a sous la main un «brillant» agrégé de maths, normalien et provisoirement sans affectation, donc disponible si le ministère ne donne pas signe de vie. Je suis donc nommé «délégué rectoral» au 1^{er} octobre, ce qui assurera notre vie matérielle. Dès le 10 octobre, les premières lois antijuives sont publiées. Le gouvernement de Vichy chasse alors des Universités, lycées et écoles, tous ceux - professeurs, étudiants, écoliers même - qui étaient réputés Juifs. Mais la faculté de médecine d'Alger était déjà avant la guerre la seule de France à être ouvertement antisémite. Il n'y avait pas alors en Algérie d'école juive confessionnelle : nous avons dû créer des établissements pour recevoir les uns et les autres ; cela n'a pas toujours été facile, en particulier de négocier un compromis avec le rabbin, mais on s'en est tiré mieux qu'honorablement. Les professeurs révoqués étaient tout au plus une demi douzaine, il a donc fallu faire appel au recrutement étudiant pour compléter le corps enseignant.

Physionomie sociale et politique d'Alger à l'automne 1940

P. R. : Alger est à ce moment-là une ville grouillante. L'afflux des réfugiés de la métropole a presque doublé sa population (elle est passée de 300 000 à 500 000 habitants environ) sans pour autant changer sa structure clanique. Coexistent là toutes sortes de «familles» qui se méprisent, se détestent mais se tolèrent. Il n'y a pas de ghettos, mais des quartiers relativement séparés. Les Arabes habitent à la Casbah, les Juifs, rue de la Lyre, rue de Chartres ; Bab-el-Oued et Belcourt abritent le «petit peuple» européen : espagnol, italien, maltais. Quant à la «ville européenne» à proprement parler, celle des «Français de France», elle est au centre qui se déplace de la Place du gouvernement vers le haut de la rue Michelet, autour du Palais d'été du gouverneur. Tout cela forme un ensemble bigarré, bruyant, souvent superficiellement chaleureux mais dont chaque partie vit relativement repliée sur elle-même. Certes, les fractures sont estompées, des Arabes (médecins, avocats) habitent rue d'Isly et les Juifs ne sont pas tous rue de la Lyre ou rue de Chartres, mais dans l'ensemble, si les communautés se ren-

contrent dans le travail, chacun vit chez soi.

Les clivages politiques qui se superposent à cette division accentuent ou, au contraire, aplanissent les séparations : Bab-el-Oued est plutôt communiste, la rue Michelet réactionnaire, tandis que les Juifs sont socialistes et radicaux-socialistes par opposition aux deux autres variantes. Les décrets contre les Juifs ont au moins eu le mérite d'ôter à la population juive toute illusion sur le régime : ils ne peuvent plus être pétainistes ; par contre les Arabes, très travaillés par la propagande allemande et méfiants, sont attentistes. Quant à la population non juive et non musulmane, elle place dans sa grande majorité un patriotisme incontestable au service du maréchal Pétain plutôt que d'une résistance à peu près invisible. Sur ces clivages «ethniques» et politiques vient se greffer une opposition locale entre «libéraux» et «coloniaux» sur l'attitude à adopter vis-à-vis des Arabes.

La prise de contacts et la constitution de réseaux

P. R. : Dès mon arrivée, j'ai commencé à contacter discrètement quelques amis sûrs pour examiner avec eux ce qu'il était possible de faire. Il s'agissait de créer des petits groupes qui pouvaient se recruter chez les «libéraux», chez les Juifs et dans la gauche. L'école juive où j'enseignais offrait une base. J'y ai rencontré mademoiselle Attali, Retbi, un étudiant d'anglais qui était en contact avec la bande à Camus (que je retrouverai ainsi, après avoir été avec lui en sixième), Avran, un étudiant communiste de France qui avait été journaliste à *Ce soir*. Par ailleurs, j'ai pris contact avec le milieu «gauchiste», d'anciens copains de mon frère : Fanfani, Dechezelles, le docteur Sacha Cviklingski, célèbre à Alger pour ses mauvaises manières et comme excellent médecin. Par un de mes anciens professeurs, j'ai aussi trouvé un petit groupe anarcho-syndicaliste. S'est produit également une rencontre inévitable mais accidentelle : celle avec la famille Degueurce-Leonardon chez qui se retrouvaient les libéraux d'Alger, les milieux artistiques, dont beaucoup de peintres : il y avait peu de chances d'y retrouver des collabos. Enfin, un copain avec qui je jouais au tennis m'a mis en contact avec la famille Aboulker, avec Raphaël. C'est ainsi qu'à la fin de 1940, j'ai découvert les différentes formes de résistance à Alger.

Autour du docteur Duboucher, il y avait ceux qui étaient plus ou moins liés au consulat américain et s'occupaient d'«information» pour Londres et les Américains : ma mère racontait par exemple que les plans de défense de la ville du Havre avaient été cachés dans la poussette de ma fille Michèle. Mais c'était là un secteur dont je ne m'occupais pas.

Il y avait aussi un très faible groupe de résistance traditionnelle : écoute de la radio anglaise, diffusion des slogans ; puis un groupe gaulliste autour de Capitan, professeur nommé par Vichy à l'Université d'Alger. Je l'évitais parce qu'il se livrait à des provocations permanentes et me paraissait suspect.

Par José Aboulker, j'ai eu connaissance d'un important réseau économique de Français de France, pas du tout implantés en Algérie, très fortunés, en contact avec le consulat américain, hautement considérés par Murphy et regroupés autour de Lemaigre-Dubreuilh. Le projet militaire de débarquement qu'ils évoquaient depuis la fin de 1940 mit longtemps à mûrir. Il a été rendu plausible par une idée du colonel Jousse, commandant la «Place» d'Alger, qui, au début de 1941, propose de neutraliser la police : en cas de crise, celle-ci doit pouvoir être mobilisée. Le service d'ordre serait alors confié à des volontaires, c'est-à-dire à la milice/SOL (service d'ordre légionnaire). Ce plan est accepté par le gouvernement général (Weygand). L'idée de Jousse consiste à remplacer ces derniers par des résistants, afin de neutraliser Alger assez longtemps pour que le débarquement puisse avoir lieu. Elle implique un recrutement clandestin ou discret. Et c'est Raphaël Aboulker qui s'occupe du recrutement dans le milieu juif, à partir de la salle de gymnastique.

Les préparatifs du débarquement

H. F. : L'Afrique du Nord française, à l'époque, était tenue en mains par une armée de près de 100 000 hommes², armée qui, après quelques hésitations en juin 1940, s'est ralliée à la politique du maréchal Pétain. Le pays, resté en dehors de la guerre, est calme. Un calme apparent car, depuis quelque temps, les Alliés s'y intéressent beaucoup. En effet, dans l'impossibilité où ils sont encore fin 1942 d'attaquer directement sur les côtes de l'Atlantique et d'y ouvrir ce second front que les Soviétiques leur réclament avec tant d'insistance, les Anglo-américains ont décidé de foncer sur la Méditerranée occidentale.

Depuis longtemps déjà, les Américains cherchaient le contact avec les généraux français. Pour l'AFN, ils avaient approché Weygand, son fils, Juin, Noguès et même Darlan. N'ayant pu obtenir la coopération de ces grands chefs et ayant conclu qu'ils obéissaient aux ordres de Vichy et s'opposeraient avec force à toute opération de ce genre, ne voulant pas faire appel à De Gaulle et limitant par ailleurs la participation des Anglais dans cette opération, les Américains ont cherché d'autres appuis et se sont tournés vers le général Giraud, encore en France à l'époque, et

2. Dont 12 000 à Alger, selon José Aboulker.

vers ceux qui étaient nettement hostiles à la politique de collaboration et voulaient reprendre le combat interrompu en juin 1940.

P. R. : Les Américains voulaient à tout prix discuter avec un général, ce qui n'était pas facile à trouver.

H. F. : La cheville ouvrière de l'opération était, du côté américain, le consul général Robert Murphy, représentant personnel du président Roosevelt. Les contacts pris et les sondages effectués tant par Murphy que par la Résistance ont révélé une amère réalité : à quelques exceptions près, les autorités militaires et civiles non seulement ne faciliteraient pas un éventuel débarquement, ne seraient même pas passivement neutres mais elles sont résolues, au contraire, à suivre strictement les consignes de Vichy et donc à s'opposer par la force à toute tentative de ce genre. Il appartiendra donc à la Résistance de s'arranger pour neutraliser ces éléments hostiles durant les quelques heures cruciales pendant lesquelles les troupes alliées allaient débarquer tandis que le général Giraud, arrivant sur place, rallierait l'armée d'Afrique à notre cause. Une organisation de Résistance qui avait la liaison avec les Anglo-américains était curieusement articulée autour de trois personnalités fort différentes : Henri d'Astier de la Vigerie, royaliste, Lemaigre-Dubreuilh, synarchiste et José Aboulker, républicain, et elle avait pour but d'aider à la réalisation d'un débarquement allié en Afrique du Nord.

P. R. : Elle comprenait aussi Van Hecke, directeur des chantiers de jeunesse (Henri d'Astier était lui-même commissaire-adjoint des chantiers de jeunesse) et un affairiste, Rigault, une équipe bizarre et composite, mais sans ces militaires dont les Américains auraient voulu faire leurs interlocuteurs.

H. F. : Avec quelques amis, nous formions une espèce de groupe informel qui comprenait cinq à six gars, un médecin, un avocat, un professeur (licencié parce que Juif : Paul Ruff), un chef de chantier et Bernard Amiot. On était à l'affût de tout ce qui se passait et je dirai que dans notre groupe, on n'était pas spécialement anti-allemands, on était anti-nazis. C'est ainsi qu'est né notre «complot» et que s'est constituée cette résistance qui regroupait une majorité de civils. Notre prof a eu le contact avec les Aboulker.

Dans la dernière décade d'octobre se tient à Cherchell une ultime réunion de mise au point. Du côté américain y prennent part notamment le général Clarke qui vient de débarquer d'un sous-marin à proximité et Murphy. Du côté français participent entre autres le général Mast, commandant la Division d'Alger, représentant le général Giraud et le colonel Jousse, major de garnison, qui va contribuer d'une manière décisive au succès à Alger. Outre ces officiers, nous avons la

chance d'avoir parmi nous le général de Montsabert, le colonel Baril, Bethouart et quelques autres. Nous avons aussi de sérieuses complicités dans la police dont celle, très active, du commissaire Achiary.

P. R. : L'entrevue de Cherchell a eu lieu dans une villa isolée sur la plage. Le général Clarke a débarqué de son sous-marin dans un dingy peu sûr. Un grain de sable a failli tout faire rater : un commissaire des douanes se promenant sur la plage a vu de la lumière. Les «conjurés» se sont empressés de déployer un tapis de jeu et de cacher les Américains dans la cave. Cet incident a servi à conforter leur méfiance. On y a néanmoins débattu des problèmes militaires et économiques, mais la date du débarquement n'a pas été précisée, tout au plus savait-on qu'il devait se produire en décembre ou en janvier. Nos tâches consistaient à trouver ceux qu'il faudrait neutraliser : pour les chefs de l'armée, ce n'était pas difficile. On savait où ils logeaient, leurs domiciles étaient bien localisés. C'était plus compliqué en ce qui concerne la marine au port d'Alger, dans les casemates. Il y avait beaucoup d'officiers sur place, on pouvait craindre des actions de commandos. Les communistes m'assurent que leurs militants espagnols connaissent bien le problème et qu'ils s'en occuperont.

Dans une quasi-légalité, nous devons rassembler les effectifs de police au commissariat central et les y garder inoccupés. Nous les remplacerions dans les commissariats de quartier et pourrions ainsi disposer de leur réseau téléphonique indépendant.

En neutralisant les centraux téléphoniques, nous pourrions donc couper toutes communications, tout en gardant les nôtres. Nous avons aussi localisé les autres objectifs : habitations des commandants militaires, casernes, poste centrale, central interurbain, immeuble de la radio, etc. La répartition des objectifs était faite, les groupes constitués. Entre onze heures et minuit, nous allions arrêter chez eux les chefs militaires, couper toute communication téléphonique et bloquer toute entrée et sortie des casernes. Nous devions indiquer aux Américains où ils devaient débarquer, faciliter le débarquement, les guider à travers Alger. Ainsi, armée et police neutralisées, Alger se réveillerait entre les mains de l'armée américaine. Le miracle est que, malgré une cascade de difficultés imprévues, le plan se soit déroulé presque comme prévu.

Le commandement américain nous avait promis pour nos «commandos» un armement léger, style mitrailleuse.

H. F. : En ce qui concerne notre armement, nous devions par ailleurs recevoir quelques jours avant le jour J une cargaison par un sous-marin britannique, mais pour des raisons encore controversées aujourd'hui, nous n'avons pas reçu

le chargement promis. Nous avons su à la dernière minute - peut-être, je dirai le soir même ou deux ou trois soirs avant - que les armes que nous devions recevoir pour faire l'opération ne seraient pas là ! Qu'on aurait peut-être des armes, on ne savait pas très bien où... Les Alliés ont-ils craint des indiscretions qui auraient alerté les autres ou n'ont-ils pas voulu que la Résistance soit trop forte, ayant en vue des négociations avec les autorités en place à Alger, nous ne le savons pas, mais heureusement les Lebel et les pistolets du colonel Jousse étaient, eux, bien au rendez-vous. Toujours est-il que dans l'incertitude où nous étions jusqu'au dernier moment, avec quelques camarades de notre groupe, nous sommes allés cambrioler un dépôt d'explosifs dans le tunnel où se construisait le grand égout collecteur d'Alger. On avait un copain chef de chantier, Michel Budno, et puis Bernard Amiot. On est allés là-bas, on «a fait» le dépôt de dynamite. Cela nous a fait un armement d'appoint. Le soir, on est allés chez Dechezelles, l'avocat, avant d'aller au garage Lavaysse et on a commencé à introduire les détonateurs dans les cartouches de dynamite, au risque de tout faire péter ! Je savais qu'il fallait prendre quelques précautions, mais je n'étais pas spécialiste à l'époque de ces trucs-là. Ce qui fait qu'on s'est procuré notre armement de fortune, avant d'aller au garage Lavaysse où on a eu amplement une dotation de fusils Lebel, de munitions, quelques pistolets, qui allait bien au-delà de l'effectif qu'on avait trouvé.

P. R. : Parmi les contretemps, en plus du défaut d'armement, il y a eu la date qui a été avancée de plus d'un mois. Nous avons aussi appris au dernier moment que Darlan, venu voir son fils malade, était à Alger. Et puis, il y a eu les défections. Le parti communiste, que nous avions mis dans la confiance et qui s'était engagé à participer à l'action, «craint une provocation» et retire ses hommes du coup. Par ailleurs, un certain nombre de nos camarades se découvrent des occupations aussi urgentes que capitales qui les empêchent, à leur grand regret, d'être des nôtres ; d'autres sont tout simplement introuvables : bref, nous ne serons pas 800, comme prévu, mais 400 et nous devons réviser à la baisse le nombre des objectifs et l'effectif des groupes, par exemple nous devons renoncer à ouvrir la prison de Maison Carrée où sont détenus tous les parlementaires communistes.

H. F. : Il y a quand même dans toute cette affaire quelque chose d'assez extraordinaire, c'est que le secret n'ait pas été éventé. On savait que ça allait se produire, quand exactement, dans quelles circonstances, on ne le savait pas. A plusieurs reprises, on nous avait dit «c'est pour les jours qui viennent»... et ce n'était pas pour les jours qui venaient, ça ne se passait pas, il ne se

passait rien. Il est stupéfiant que cette opération ait pu être faite sans que les autorités de Vichy aient réagi ou aient su que ça allait se passer. Après coup, je m'explique ça de cette manière-là : les Vichysois, c'était comme nous : on leur avait dit «c'est pour bientôt», «c'est pour tel jour», il ne se passait rien ! C'est comme pour le débarquement en Normandie. Plus ou moins on savait que ça allait se passer, mais il y avait tellement de renseignements faux qui circulaient, plus le vrai que... allez démêler le faux renseignement du vrai renseignement. Impossible...

La nuit du 7 au 8 novembre 1942

Moi, à mon échelon de modeste chef de groupe, je savais qu'ils allaient débarquer cette nuit-là, tout le groupe le savait ; j'avais recruté quelques gars en renfort, il avait bien fallu que je les mette au courant et dans tous les groupes, à travers Alger, il en était de même et cela faisait au bas mot 500 personnes qui savaient... on s'est trouvé trois-quatre cents, presque tous très jeunes, une très grande proportion de nos compagnons sont Juifs, mais il y avait plus d'un millier de gars dans le coup. J'ai rencontré le même problème que notre ami Pauphilet : c'est-à-dire que, à un point de rendez-vous, je devais trouver quarante gars, j'avais amené un gros autocar que j'avais pris au garage Lavaysse et puis plein de fusils Lebel et puis total... les quarante gars, il n'y en avait plus aucun ! On a trouvé un gars au rendez-vous, il a dit «bon, je vais les chercher», puis il n'est jamais revenu. On s'est trouvé finalement une dizaine seulement. Ce fut pareil pour les autres groupes, mon copain Paul Ruff, lui aussi, s'est trouvé... sans personne.

Nos groupes d'action se rassemblent donc au soir du 7 novembre et reçoivent un armement léger (fusils Lebel et revolvers modèle 92), un brassard VP (Volontaire de la place), nous faisant passer pour une milice régulière, et des ordres de mission, dûment estampillés, nous mandatant pour occuper, «pour les protéger» un certain nombre de points stratégiques.

Moi, j'étais dans ce qu'on appelait le détachement ou le groupement D qui s'occupait du Champ de Manoeuvres et de Belcourt, Kouba et tout ce qui s'ensuit - il y avait un tas de sous-groupes, il y avait le groupe D1, D2, D3, etc. -, moi, j'étais le chef du groupe D1, et le «grand patron», c'était Paul Ruff. Le détachement D1 dont j'étais le modeste «patron» devait s'assurer du central téléphonique du Champ de Manoeuvres pour couper toutes les communications téléphoniques. Ce que nous sommes allés faire, avec un ordre de mission, sans grandes difficultés, il n'y avait ni police, ni armée, ni poste de garde à l'endroit. On s'est présentés, le chef du

bureau des PTT qui était là nous a regardés d'un air un peu bizarre, on était tous en civil et armés de manière hétéroclite, finalement on a forcé la porte et on a occupé les locaux. Après coup, on s'est aperçu qu'il y avait deux gars des services de la DST à l'étage supérieur qui continuaient à assurer les communications téléphoniques. Mais tout à fait après coup, à la fin de l'opération.

A minuit, nos groupes étaient partis vers leurs objectifs respectifs et c'est ainsi qu'il faisait encore nuit noire dans ce dimanche matin du 8 novembre quand :

- Radio Alger, la grande poste et le central téléphonique du Champ de manœuvres sont occupés et toutes communications coupées ;

- le commissariat central où nous établissons notre PC est également occupé ainsi que la préfecture où nous bloquons le préfet, son directeur de cabinet et le chef du secrétariat ;

- la garde de la caserne Pelissier, siège de l'Etat major de la division, est relevée par nos hommes et il en est de même pour le Palais d'été, siège du commandant en chef des troupes d'Afrique du Nord ;

- la garde de l'Amirauté est neutralisée par une trentaine des nôtres jusqu'à l'aube où un bâtiment anglais tente en vain de forcer l'entrée du port ;

- le siège de l'Etat major du 19e corps d'armée où réside le général Koeltz est occupé par les nôtres ;

- la villa des Oliviers où loge le général Juin (qui y sera rejoint dans la nuit par les amiraux Darlan et Fenard) est investie par nos hommes et les trois chefs militaires y sont prisonniers pendant quelques heures ;

- sont bloqués également les généraux Mendigal et Roubertie ainsi que le centre de transmissions de l'armée de l'air ;

- un certain nombre d'activistes vichysois civils ou même fonctionnaires de police sont arrêtés par notre groupe de policiers résistants.

Nous avons donc surpris en plein sommeil les autorités qui, à force d'en entendre parler, ne croient plus au débarquement. Nous n'étions pas cependant sans inquiétude. Je me souviens que nous nous disions entre nous : pourvu qu'ils ne nous fassent pas le coup de Dakar, on se présente, on sent que les autres résistent et puis on s'en va... Vers les 3 heures du matin, on a entendu la canonnade, on s'est dit... enfin ils arrivent... mais pourvu qu'ils tiennent !

P.R. : De la place que nous occupons, nous dominons le port et nous sommes prêts à sabler le champagne quand un bâtiment léger de la marine britannique force l'entrée et vient s'emboîser presque à nos pieds. L'amirauté a été coupée des contacts extérieurs mais n'a pu être occupée ; les cadres sur place prennent l'initiative de tirer sur le navire

anglais entré en fanfare ; la bataille est inégale : le bateau doit se dégager en catastrophe.

H. F. : Les Anglais avaient en effet essayé de forcer l'entrée du port, mais cela n'a pas marché. Nous sommes maîtres de la place cependant que les Américains débarqués à l'ouest et à l'est de la ville, en retard et ailleurs qu'aux endroits convenus, progressent sans rencontrer d'opposition vers Alger et vers les terrains d'aviation de Blida et Maison Blanche. Ils étaient là et bien que peu nombreux (c'est à Alger que les effectifs engagés ont été les plus faibles), ils ont progressé lentement sans avoir à combattre pour prendre Alger.

P. R. : Le commandement américain, imprégné de ses principes stratégiques et plus soucieux de la vie de ses hommes que de la nôtre, prend la décision de ne pas entrer directement en ville, mais de l'investir méthodiquement en occupant d'abord les hauteurs qui l'entourent. Le jour s'est levé révélant la faiblesse de notre dispositif. Les généraux sont toujours gardés mais quelques officiers ont pu, malgré nos barrages, rejoindre leur corps. Au lieu des deux heures prévues, l'opération aura duré une demi-journée, de minuit à midi. Nous tenons encore un peu partout, mais il nous faudra bien abandonner nos positions. Pour nous, je décide de «décrocher» un peu après midi, avant d'être totalement encerclés. Nous abandonnons notre stock de dynamite amorcée (ce qui retardera toujours un petit peu la «récupération» du central par les forces de l'ordre). Nous nous fondons dans la population et nous partons vers les troupes américaines qui poursuivent sagement leur progression.

H. F. : Dans la matinée, en effet, la situation va s'aggraver brusquement pour les résistants. Alertés par le commandant Dorange, chef de cabinet du général Juin, les gardes mobiles, des éléments du 5e chasseur et du 13e sénégalais ainsi que la gendarmerie maritime reprennent petit à petit les positions tenues par nos groupes et libèrent les généraux ; notre groupe de l'Amirauté est fait prisonnier et deux de nos camarades sont tués : le lieutenant Dreyfus devant la grande poste et le capitaine Pilafort devant le commissariat central.

Il était heureusement trop tard pour renverser la situation et arrêter les troupes américaines dont les effectifs se renforçaient d'heure en heure. Cela s'est pratiquement passé sans combat. Tout le monde hésitait à tirer, nous d'une part, et les forces de l'ordre d'autre part qui, sachant que les Américains arrivaient, ne savaient pas comment tout cela allait tourner. On est restés au central téléphonique jusqu'à onze heures du matin, en liaison téléphonique avec le commissariat central (c'est Paul Ruff qui assurait la liaison) où on nous a dit à la fin : «Les gardes mobiles vont venir, les

Américains sont arrivés, maintenant vous pouvez évacuer, ce n'est plus la peine de rester là-bas».

Pendant ce temps, retardé par ses laborieuses discussions avec le général Eisenhower sur le commandement en chef des troupes interalliées, le général Giraud n'était pas venu au rendez-vous du 8 novembre à Alger. Toujours est-il qu'on a entendu le laïus de Giraud à 7 heures du matin (ou à 8 heures du matin) à Radio Alger, d'ailleurs on croyait que c'était Giraud qui était déjà là, en fait ce n'était pas Giraud, c'est un des nôtres, Raphaël Aboulker, qui a lu le message à la radio, comme si c'était lui, un appel aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée d'Afrique. On a surtout été déçus, à ce moment-là, que ce ne soit pas De Gaulle, que ce soit Giraud, mais enfin bon, va pour Giraud !

L'amiral Darlan, délivré d'entre nos mains par les gardes mobiles (et qui, entre-temps, avait essayé de faire passer un message à l'Amirauté lui ordonnant de résister aux Alliés) se retrouve quelques heures plus tard en face du général américain Ryder qui vient de s'emparer de la ville. Darlan, laissé libre de communiquer avec Vichy et qui, à un moment, acceptera même le concours de l'Axe contre les transports américains au large d'Alger, finit par autoriser le général Juin à signer une suspension d'armes qu'il limite strictement à Alger et sa banlieue. 18 heures, le cessez-le-feu est signé ; en fait, il n'y a pratiquement pas eu de combat. Nous avons gagné Alger, sur le plan militaire seulement, car ce n'est pas avec nous mais avec les tenants de Vichy que les Américains discutent et en Oranie et au Maroc, de sanglants combats font rage.

Après le 8 novembre

H.F. : Certains qui n'y ont pas participé ou qui étaient de l'autre côté ont voulu contester l'intérêt de l'action menée par la Résistance, en particulier le général Juin qui, dans une interview parue il y a quelques années dans le *Figaro*, allait jusqu'à dire en substance : qu'il y a eu une bande de petits jeunes qui ont bien essayé de semer le trouble, mais heureusement, moi, Juin, j'étais là et j'ai tout arrangé. Eh bien, c'est une contre-vérité flagrante, car si nous n'avions pas été là, si nous n'avions pas réussi notre coup, je dis qu'il se serait passé à Alger au moins et dans le meilleur des cas ce qui s'est passé à Oran et à Casa, là où la Résistance n'a pas réussi, c'est-à-dire des jours de combats acharnés, des milliers de morts et de blessés, et notre flotte de guerre et notre aviation présentes sur les lieux détruites, détruites dans la quasi-totalité.

On était plutôt malheureux quand on a vu finalement que c'était Darlan qui a pris le pouvoir, à la suite de ses négociations avec les Anglo-américains, surtout

avec les Américains. Sur le plan politique, on était refaits, dans le fond, c'était presque Vichy qui continuait... Parce que la législation vichyssoise a continué pendant un certain temps, même après l'élimination de Darlan.

P. R. : Les autorités «vichystes» ont changé de camp mais sont restées en place : la situation ainsi créée («expédient provisoire» dira Roosevelt) sera quasi-florentine. Pendant un temps, les factions «pétainistes», «monarchistes», «gaullistes», «communistes» et autres vont s'agiter à qui mieux mieux. L'amiral Darlan sera assassiné et nous pourrions craindre un moment d'être poursuivis pour «trahison». Les Américains eux-mêmes seront divisés : «militaires», «diplomates» et «politiques» auront des attitudes très diverses. Une certaine confusion va régner pendant plus de trois mois, propice à tous les complots ;

H. F. : Pendant un bon moment, nous nous sommes consacrés à l'action de propagande anti-Darlan. Dans un film, on voit que dans un défilé qui se passe rue d'Isly, il y a une pluie de tracts qui tombent d'un immeuble avec comme «papier» : «Darlan à la flotte» ! Eh bien c'était moi et Bernard Amiot qui étions montés en haut de l'immeuble et qui avions jeté ces tracts sur le défilé. On allait enfoncer les vitrines où il y avait encore le portrait de Pétain, dans les rues d'Alger. Il y a eu même des copains qui ont été arrêtés, qui ont passé une quinzaine de jours en prison.

P. R. : Nous étions en effet un petit groupe gauchiste qui voulait «secouer le cocotier» et s'est lancé dans l'agitation en collant des papillons sur les murs : «Nous voulons De Gaulle» (parce que De Gaulle, c'est la République), «Vive Roosevelt» (ce qui signifiait «à bas Murphy»), «l'amiral à la flotte». Le lendemain, les autorités américaines se décident à agir. Giraud est nommé à la tête des armées françaises d'Afrique du Nord. Dechezelles prend contact avec le groupe Capitan pour pouvoir procéder à un affichage plus massif. Celui-ci recrute une douzaine de jeunes gars juifs et... prévient la police pour qu'elle les protège. Méfiants, nous décidons de commencer l'affichage à onze heures au lieu de minuit. A minuit, les flics viennent cueillir les jeunes gens. Nous nous faisons arrêter aussi (Dechezelles et moi, mais pas Fanfani) pour ne pas laisser dire que les jeunes Juifs sont des irresponsables. Arrêtés par les vichystes, nous restons en prison une douzaine de jours et y subissons toutes sortes de vexations. Annie va protester auprès de Murphy et de José Aboulker. Nous sommes amenés devant un tribunal qui, sans nous juger, nous relâche pour nous renvoyer dans nos unités.

H. F. : Bon, nous, on n'a pas voulu s'engager dans l'armée régulière, on s'est dit : «c'est encore Vichy». On ne connaissait pas les commandos britan-

niques. Henri Rosencher (qui avait fait partie d'un autre groupe) partira sur le front de Tunisie dans les commandos britanniques. Blessé, fait prisonnier, emmené en Italie, il s'évadera, rejoindra Alger et sera envoyé en France occupée et fait à nouveau prisonnier dans le Vercors et sera déporté à Dachau.

Avec un certain nombre de copains, nous voulions partir en France dans la Résistance. Et c'est ainsi que, par exemple, notre camarade Laurent Preziosi, est parti en Corse occupée début décembre avec le sous-marin Casabianca rescapé de Toulon. Et puis moi et quelques copains, on a fini par trouver la liaison avec un service qui recrutait des gens pour les envoyer en France. Ça s'est passé par l'intermédiaire du colonel Baril, et on s'est trouvés un jour finalement en contact avec le capitaine Véleau de la DST. Et c'est ainsi qu'un groupe d'entre nous a été amené au camp de Staoueldi Zeralda, pour suivre un entraînement de parachutistes, explosifs, sécurité, code, armement, etc.

Le camp d'entraînement ne dépendait pas du BCRA, c'était encore Giraud. Les cadres étaient des Anglais, pour l'armement, les explosifs, pour la sécurité, sauf pour le parachutage où c'étaient des Américains. Je me rappelle d'un nom : Major de Gellys. Officiellement, quand on nous a engagés, administrativement, nous avons été affectés au «Bataillon de choc» du commandant Clipet... qui d'ailleurs nous regardait avec un drôle d'air : on était des gens qui avaient l'air plutôt «anarchisants», plus que de braves patriotes et de bons militaires. Enfin, comme il n'y avait pas telleme de monde, ça a passé quand même. Et c'est ainsi que moi-même j'ai été expédié à Londres puis parachuté en France en 1943, que Bernard Amiot a été parachuté en France après moi et qu'il s'est fait tuer au moment du débarquement dans le midi de la France, dans l'ORA, dans le corps-franc Pomiès, lors d'une opération de sabotage dans la région de Toulouse.

P. R. : La «réintégration» dans nos unités ne s'est pas passée sans encombre. La première circulaire de Giraud aux armées stipulait de ne pas intégrer les Juifs dans les unités combattantes pour qu'ils ne puissent pas se prévaloir en bloc de la qualité d'ancien combattant et ne pas préjuger de leur futur statut. A la suite de pressions, une concession a été faite pour les volontaires, mais j'ai refusé d'être aryen d'honneur. Finalement, je suis allé dans le camp d'entraînement pendant une quinzaine de jours au début de l'été 1943.

Dechezelles devient un «politique» : il est chef de cabinet de Le Trocquer. Pressenti pour être chef de cabinet du ministère de l'air, j'ai préféré rejoindre une unité régulière avec laquelle j'ai débarqué à Marseille.

(Propos recueillis par Claudie Weill)